

DROITE POPULAIRE

Notre Manifeste

La Belgique francophone souffre de l'absence d'un parti capable de porter un projet alternatif aux politiques défendues, et mises en œuvre, par l'ensemble des partis au pouvoir. Des partis qui ne proposent plus aucun projet mobilisateur et fédérateur, empêtrés dans leurs calculs électoralistes et carriéristes.

Ce que la société belge attend, ce sont des actions concrètes à court, moyen, mais aussi à long terme. Et pas des promesses ou des exercices de musculation à l'approche d'une échéance électorale.

Les défis futurs seront donc immenses et multiples.

Jamais dans notre histoire les valeurs fondatrices de notre société n'ont été à ce point ébranlées, menacées, au nom d'un relativisme érigé en religion d'Etat.

Les Belges sont inquiets pour leur avenir. Or, les remèdes proposés sont trop souvent de nature à aggraver encore plus la situation.

L'ascenseur social est en panne, victime des méfaits d'un assistantat démotivant et généralisé. Nous refusons la décadence qui résulte inéluctablement de cette politique d'assistantat institutionnalisée.

Nous disons qu'il est plus que temps d'arrêter de spolier la classe moyenne. La prospérité du pays repose sur l'importance de celle-ci car c'est elle qui finance principalement les services publics.

Nous croyons qu'une société libérale harmonieuse est le fruit et la somme de la réussite et du bien-être individuel, tout le contraire du modèle socialiste qui considère qu'il ne peut y avoir de bien-être individuel qu'au sein d'une société qui impose des recettes collectivistes au détriment de l'épanouissement des individus.

Nous voulons rétablir l'autorité de l'Etat dans ses prérogatives régaliennes que sont le maintien de la paix sociale, l'ordre public, la sécurité et la Justice pour permettre à chaque citoyen d'exercer ses libertés. Nous affirmons que ce sont l'Etat et ses institutions qui doivent être les seuls à définir le droit et à rendre la justice.

Nous voulons que l'Etat et ses institutions aient les moyens et la mission prioritaire de protéger en toutes circonstances et en tout domaine le faible contre le fort. Ce principe vise à protéger chaque citoyen contre tous les autres et à garantir la liberté individuelle. C'est pourquoi nous prôtons l'intransigeance en matière de délinquance. C'est pourquoi, aussi, que nous exigeons des institutions fortes ; des structures et des pouvoirs publics efficaces et simplifiés.

Nous prôtons des valeurs qui résultent de l'articulation entre la laïcité issue du combat des Lumières et l'héritage gréco-romain et chrétien issu de 3.000 ans d'histoire occidentale. C'est pourquoi nous défendons la laïcité politique et la séparation stricte des religions et de l'Etat à tous les niveaux de pouvoir.

Nous affirmons que la fonction de l'Etat est de garantir aux individus la liberté de leur culte et de leurs croyances sans en privilégier aucun ni aucune parmi eux.

Nous refusons de considérer que toutes les traditions et tous les comportements ont leur place dans notre société où l'égalité entre hommes et femmes a été difficilement acquise, où le rôle de la religion a été confiné dans l'espace privé et où la liberté d'expression a été érigée en droit fondamental imprescriptible.

Nous nous opposons à toute forme d'accommodement dérogeant aux normes communes fondant le contrat social. Ces accommodements ne peuvent être que la porte ouverte à la scission de la société sur des bases uniquement culturelles et religieuses.

Nous considérons que, si chacun obtient satisfaction sur des particularismes identitaires, il ne restera plus rien à terme du socle universel commun, à part de nouveaux privilèges accordés à certains. Or nous considérons qu'aucun groupe ne peut se prévaloir ni réclamer un quelconque privilège, même sur base de l'injonction d'une divinité ou d'une référence assimilée.

Nous voulons donner aux pouvoirs publics un rôle concret et positif dans la vie économique en renvoyant dos-à-dos les défenseurs de la seule loi du marché et les nostalgiques du collectivisme ; nous considérons en effet qu'aucune rupture ne sera possible tant que l'économie dictera la conduite du politique au point de contrevenir à l'intérêt général des peuples et des Etats.

Nous voulons favoriser la concurrence économique, une concurrence où l'Etat fixe les règles nécessaires pour éviter toute situation de monopole public ou privé, ce qui est la meilleure arme pour promouvoir l'égalité économique entre les citoyens. C'est ainsi que nous défendons le principe que les entreprises doivent pouvoir se développer au mieux selon les critères du marché.

Nous pensons que le rôle de l'Etat consiste, notamment, à tout mettre en œuvre pour que chacun ait sa chance d'accéder à un emploi et un logement. Car le droit au travail est l'un des fondamentaux de la société, comme le droit au logement et à l'enseignement.

Nous considérons qu'une des missions primordiales de l'Etat est d'assurer à chacun un enseignement de qualité qui soit accessible à tous, sans distinctions. Car l'école joue un rôle social essentiel par la diffusion de la connaissance. Qu'il faut que chacun puisse partir des mêmes bases pour que chacun puisse être un Homme libre par la suite. L'adolescent, adulte et citoyen en devenir, acquiert ainsi une vision personnelle et cohérente de la vie et de la société.

Nous voulons que l'école permette à l'enfant, et ensuite à l'adolescent, de s'intéresser à la société, d'acquérir un comportement critique mais positif, en manière telle qu'il s'intègre progressivement à celle-ci et qu'il adhère, en connaissance de cause, aux valeurs, aux normes et aux idéaux de notre société.

Nous prôtons que tous les élèves partent des mêmes bases dans un système égalitaire et exigeant. Que pour atteindre cet objectif, il est impératif de donner à chaque école les moyens de dispenser le même enseignement de qualité. Que les libertés seraient bafouées si le droit au même enseignement n'était pas garanti à chacun.

Nous croyons en une écologie libre fondée sur l'éthique de responsabilité, utilisant au mieux les mécanismes de l'économie de marché et confiante dans le génie créateur de l'Homme.

Nous adhérons à une Europe basée sur la subsidiarité et où l'Union européenne, forte de sa diversité, tourne le dos à l'édification d'un super-Etat bureaucratique.

Nous rejetons les politiques d'immigration menées contre l'intérêt des populations d'accueil et, parmi celles-ci, des personnes d'origine immigrée qui y travaillent. Nous prenons la mesure des conséquences des politiques dogmatiques menées sous le couvert d'un humanisme dévoyé et nous opposons à ces politiques qui ne correspondent ni aux besoins économiques des pays d'origine, ni aux besoins de notre pays.

En réponse aux problèmes posés par l'intégration des citoyens d'origine immigrée, nous prônons une société multiethnique mais refusons que celle-ci soit multiculturelle, considérant que cette notion laisse entendre qu'on peut atteindre une société dans laquelle plusieurs cultures coexistent sur pied d'égalité, sans aucune intégration à une culture de référence. Nous considérons qu'il faut repousser le concept multiculturel comme inconsistant et dangereux pour notre modèle de civilisation.

Notre combat est celui de la démocratie au service de la liberté. C'est le combat de la démocratie au service des droits individuels, aussi bien politiques qu'économiques et sociaux, dans une société dont l'Etat est le garant de l'universalité du contrat social.

S'affirmer « de droite » expose souvent à la diabolisation et à l'insulte. C'est un symptôme de la dégradation de l'esprit civique autant dans les médias que dans le monde politique, de gauche en particulier. On en arrive à tenter la disqualification de l'adversaire et c'est révélateur de la manière dévoyée dont notre démocratie fonctionne.

Mais l'avantage du monopole politique de la gauche et de ses alliés, c'est d'avoir engendré par réaction des générations de dissidents armés de leur courage et de leurs convictions ; dont nous, entre autres, puisque le mot «Droite» ne nous fait pas peur. En osant le revendiquer, nous nous inscrivons dans un sillage de frondeurs et de résistants.

Car nous nous affirmons sans complexe de droite et n'avons aucune crainte vis-à-vis du politiquement correct qui, trop souvent, bride la liberté d'expression, voire de convictions.

Une droite qui, loin des clichés, se veut résolument progressiste dans son approche sociale et sa démarche volontariste. Une droite qui veut rassembler autour de valeurs fortes, laïques et émancipatrices. Une droite qui refuse le relativisme culturel : toutes les traditions et tous les comportements n'ont pas leur place dans notre société.

L'avènement d'un nouveau parti démocratique est toujours une bonne nouvelle pour la démocratie. Nous sommes donc bien décidés à secouer les idées et l'immobilisme des partis au pouvoir depuis des décennies.

Nous assumons donc le fait de vouloir faire de la politique et nous lançons un appel à tous les hommes et femmes de bon sens, animés par des convictions, à se rassembler pour bâtir ensemble un parti capable d'inverser la tendance actuellement imprimée par les partis existants.

Ensemble, proposons aux citoyens une droite forte et politiquement sans complexe.